

# VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

## Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne  
Semaine du 28 octobre 2024

### Faits saillants

- **UBS enregistre un bénéfice dépassant les prévisions au T3**
- **L'assurance-chômage a été évaluée comme structurellement excédentaire avec un taux de chômage à 2,8 %**
- **La BNS consolide son bénéfice en cours pour 2024**

### Macroéconomie

**Assurance-chômage** : Une étude réalisée sur mandat de la Commission de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage a estimé le taux de chômage conjoncturellement neutre à environ 2,8 %. Ce taux de chômage structurel, qui aurait prévalu au cours de la précédente décennie en l'absence de variation de la conjoncture économique, sert de référence pour la planification financière à long terme de l'assurance-chômage (AC). L'étude simule ensuite, sous l'hypothèse que le marché du travail se trouve à ce niveau structurel, le résultat financier du fonds de compensation de l'AC. A cet effet, la simulation indique que l'AC aurait réalisé un excédent structurel en 2023 de 513 M CHF. Le Secrétariat d'Etat à l'économie en déduit que les paramètres et règles actuels de l'AC sont viables. Pour rappel, avec un taux de chômage au sens du SECO à 2,0 %, nettement au-dessous de ce taux de structurel, le fonds de compensation de l'AC avait bouclé l'exercice 2023 avec un excédent de 2,7 Mds CHF.

**Croissance** : L'Office fédéral de la statistique (OFS) a publié cette semaine les résultats par canton de l'activité économique pour 2022, année au cours de laquelle le PIB suisse dans sa globalité a poursuivi sa croissance post-Covid, avec un taux de croissance de 3,0 %. L'OFS relève que la dynamique de reprise postpandémie a surtout bénéficié aux services (transport, restauration) et aux industries manufacturières, particulièrement dans l'électronique et l'énergie. Les cantons du Jura (affichant le taux de croissance le plus élevé de la Suisse à 7,8 %), de Neuchâtel, du Valais, des Grisons, du Tessin et de Lucerne ont ainsi enregistré les plus fortes croissances, sous l'effet du secteur manufacturier et des activités énergétiques. A l'inverse, les cantons de Bâle (Ville et Campagne), Argovie, Glaris et Vaud (qui a enregistré le taux de croissance le plus bas, d'à peine 0,1 %, pénalisé par la contribution modeste en 2022 des organisations sportives internationales qui y ont leur siège) ont connu une croissance moindre, sous l'effet essentiellement du ralentissement de l'activité dans les secteurs chimique et pharmaceutique. Du fait de leur taille, les cantons clés pour l'économie suisse restent Zurich, à l'origine de 26 % de la croissance helvétique en 2022, suivi de Berne et Genève.

**Conjoncture** : En octobre, le baromètre du KOF (centre de recherches conjoncturelles) a reculé de 5 points pour atteindre 99,5, confirmant les difficultés actuelles de l'économie à redémarrer dans un contexte européen toujours compliqué. Situé en-dessous de la moyenne de long terme de 100 pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis janvier, l'indicateur signale un ralentissement dans tous les secteurs de production (industrie manufacturière, services financiers, hôtellerie-restauration et construction). Si la demande extérieure et la consommation domestique n'ont pas suivi cette tendance baissière, elles ne

### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 30/10	Var. vs 24/10
EUR/CHF	0,9397	+ 0,5 %
USD/CHF	0,8669	+ 0,2 %
SMI	11 968	- 1,7 %
Taux 10a	0,418 %	- 6 pb

montrent toutefois pas non plus de signes de relance. Par ailleurs, l'indicateur UBS-CFA témoigne également de perspectives conjoncturelles mitigées : les analystes interrogés indiquent certes un léger optimisme avec une progression de l'indicateur de -8,8 à -7,7 points en octobre, mais celui-ci demeure en territoire négatif pour le 5<sup>ème</sup> mois consécutif.

## Secteur financier

**UBS** : La banque UBS a enregistré au 3<sup>ème</sup> trimestre un bénéfice net de 1,4 Md USD, dépassant très largement les prévisions des analystes et contrastant avec la perte de 785 M USD subie l'an dernier du fait des coûts induits par la reprise de Credit Suisse. Le produit d'exploitation a progressé de +5 % pour atteindre 12,3 Mds USD tandis que la banque a économisé 800 M USD grâce à son programme de réduction des coûts, visant désormais une économie totale de 7,5 Mds USD d'ici à la fin de l'année. L'intégration de Credit Suisse continue de progresser, avec l'achèvement de la migration des comptes clients au Luxembourg et à Hong Kong, avant celle attendue à Singapour et au Japon, puis en Suisse en 2025. Si le bénéfice cumulé de l'année s'élève pour l'instant à 4,32 Mds USD, la poursuite attendue de la baisse des taux d'intérêts ainsi que l'arrivée de nouvelles contraintes règlementaires sur les fonds propres (finalisation de Bâle III et projet de loi TBTF) au cours des prochains mois apparaissent comme des défis d'envergure pour UBS.

**Banque nationale Suisse** : La Banque nationale suisse (BNS) a dégagé un bénéfice de 5,7 Mds CHF au 3<sup>ème</sup> trimestre, portant à 62,5 Mds CHF le résultat sur les neuf premiers mois de 2024, après un 1<sup>er</sup> trimestre record (cf. [Veille économique et financière du 19 au 26 avril 2024](#)). Les résultats trimestriels indiquent un bénéfice de 3,1 Mds sur les positions en monnaies étrangères et de 4,4 Mds sur l'or, ainsi qu'une perte de 1,7 Md sur les positions en francs. La banque centrale prévoit de constituer des provisions pour ses réserves monétaires, dont le montant sera déterminé en fin d'année et pourrait atteindre un total significatif, rendant toujours incertaine la distribution de bénéfices aux cantons et à la Confédération.

**Endettement des ménages** : Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), en 2022, 41 % de la population suisse vivait dans un ménage présentant au moins une forme de dette - hors hypothèque pour résidence principale -, en légère baisse par rapport aux 43 % enregistrés en 2020. Les dettes les plus courantes concernent les leasings de véhicules (14,5 %) et les hypothèques pour des résidences secondaires (12,6 %). Près de 12 % de la population fait face à des arriérés de paiement, principalement liés aux impôts (5,5 %) et aux primes d'assurance-maladie (4,4 %). Le risque d'endettement diminue généralement avec l'âge, le niveau de formation et le revenu. Les familles avec enfants sont plus souvent concernées par les arriérés de paiement, d'autant plus lorsqu'elles sont monoparentales (20 %). Les raisons qui poussent à contracter un crédit varient fortement en fonction du revenu : 9,5 % des ménages ayant un faible revenu (1<sup>er</sup> quintile) s'endettent pour financer des dépenses de la vie quotidienne, contre 1,1 % des ménages ayant un haut revenu (5<sup>ème</sup> quintile).

## Secteurs non financiers

**PME** : Les petites et moyennes entreprises (PME), comprenant de 1 à 249 emplois, ont continué de croître en 2022, employant 3,2 M de personnes (+1,9 % par rapport à 2021) sur les 4,8 M d'actifs occupés en Suisse, suivant un rythme néanmoins moins soutenu que les grandes entreprises (+4,2 % d'emplois), selon l'Office fédéral de la statistique (OFS). Ce sont principalement les moyennes entreprises (+3,4 %) qui ont contribué au dynamisme de l'emploi des PME en 2022, comme c'est le cas depuis plusieurs années (la part de l'emploi dans les microentreprises, de moins de 10 salariés, ayant, à l'inverse, reculé de 26,5 % à 25,0 % depuis 2011). Représentant 99,7 % des entreprises en Suisse, les PME participent à 28 % de la valeur des exports - cette proportion étant de 12 % en France.

**Grande distribution** : Le groupe de distribution Migros a annoncé cette semaine un plan visant à renforcer sa compétitivité face aux discounters, en particulier Aldi et Lidl, en s'appuyant sur une baisse significative des prix et un plan d'investissement pour ses supermarchés. Migros compte ainsi investir 2 Mds CHF sur cinq ans pour étendre et moderniser son réseau de magasins, en créant 140 nouvelles enseignes et en rénovant 350 autres, portant le total à près de 930 points de vente. La coopérative prévoit de rendre plus de 1000 produits du quotidien plus abordables d'ici fin 2025, avec l'objectif que les clients n'aient plus besoin de se tourner vers les discounters. Cette stratégie suscite des interrogations parmi les fournisseurs et agriculteurs quant à l'impact potentiel sur la qualité des aliments et les revenus des producteurs locaux. A travers ce plan, Migros poursuit son recentrage stratégique sur ses activités de grande distribution, amorcé en début d'année (cf. [Veille économique et financière du 27 janvier au 2 février 2024](#)) et qui vise notamment à se séparer d'enseignes comme Hotelplan, SportX, Melectronics.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : [berne@dgtresor.gouv.fr](mailto:berne@dgtresor.gouv.fr)

*Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*

*Crédits visuels : Pixabay*